Arcom

Réponse à la consultation publique sur l'accès aux données des plateformes pour la recherche

Oana Goga, Béatrice Roussillon, Joëlle Farchy, Lucien Castex, Juliette Sénéchal

Arcom

Le régulateur de la communication audiovisuelle et numérique

Consultation publique sur l'accès aux données des plateformes en ligne pour la recherche

Mai 2022

Consultation publique sur l'accès aux données des plateformes en ligne pour la recherche

1. L'accès aux données des plateformes pour la recherche : un enjeu central dans un monde en transformation

1.1. Les évolutions récentes des réseaux sociaux et des usages en ligne redéfinissent nos modes d'accès à l'information

Les moteurs de recherche, les plateformes de partage de vidéos et les réseaux sociaux redéfinissent la façon dont les contenus, notamment d'information, sont consommés et partagés.

Ces sources d'innovation ont débouché sur de **nouvelles voies d'expression et ont accéléré certaines formes de participation citoyenne**. Toutefois, elles peuvent également être l'objet de détournements et dérives. Parmi celles-ci, on compte notamment les phénomènes de manipulation de l'information ou de haine en ligne.

L'environnement informationnel actuel ne se définit ainsi plus par l'addition de secteurs dont les frontières seraient hermétiques : audiovisuel et numérique ; médias traditionnels (télévision, radio, presse) et nouveaux services de consommation de contenus (réseaux sociaux, applications) ; modes de réception historiques et terminaux de demain ; médias nationaux, européens et internationaux. Les recoupements sont au contraire désormais de plus en plus importants. Ils donnent lieu à des phénomènes de redistribution des temps d'attention consacrés aux médias et des sources choisies, qui renforcent le **rôle structurant et croissant d'internet dans l'accès à l'information**. **Les usages sur internet rivalisent à présent avec ceux des médias traditionnels**[1].

À ce rôle d'accès à l'information s'ajoute également un effet d'internet en général, et des réseaux sociaux en particulier, sur la formation des opinions. Une exposition renforcée à des contenus proches ou similaires aux opinions connues des utilisateurs constitue par exemple l'une des caractéristiques principales des fils d'actualité sur les réseaux sociaux.

1.2. Le monde de la recherche a un rôle déterminant à jouer dans la compréhension des usages en ligne

Dans ce contexte, **il est crucial que la recherche soit en mesure d'étudier ces nouvelles dynamiques et de développer des outils et approches indépendants afin de les éclairer**. Il en va en effet de la connaissance collective de phénomènes dont les effets potentiels peuvent être délétères sur nos sociétés.

L'élaboration d'un cadre permettant l'étude des comportements en ligne et leurs effets, doit contribuer à la **protection et au renforcement de l'indépendance, de l'autonomie et de**

[1] Selon le dernier baromètre médias Kantar/La Croix, les Français et Françaises placent internet comme deuxième moyen d'information (32 %) derrière la télévision (48 %) mais devant la radio (13 %) et la presse écrite (6 %). Néanmoins, la confiance accordée à ces différents supports n'est pas corrélée positivement à leurs usages : ainsi, la radio et la presse écrite sont considérées comme les moyens d'informations les plus fiables à 49 %, juste devant la télévision (48 %). De ce point de vue, les médias traditionnels conservent encore et largement la confiance de de leurs usagers. À l'opposé, seuls 24 % des Français estiment qu'on peut trouver des informations crédibles sur internet.

la capacité d'analyse propres à la recherche, et lui permettre de jouer son rôle dans l'accompagnement et la compréhension des changements sociétaux contemporains.

Il convient donc de mener une réflexion sur le rôle que peut jouer la puissance publique pour aider le monde de la recherche à se saisir pleinement de ces problématiques**.** Ce rôle de facilitateur doit plus particulièrement s'exprimer dans **l'exploitation et l'analyse des données issues des réseaux sociaux ou des services de plateformes en ligne et qui conditionnent le développement des connaissances propres aux environnements numériques**. L'enjeu de la bonne exploitation de ces données est double : il s'agit à la fois de pérenniser un écosystème de recherche dynamique, effectif et durable, capable de générer de la connaissance au bénéfice de tous (**production scientifique**), mais également de contribuer à l'expertise du régulateur dans son évaluation des dispositifs mis en œuvre par les opérateurs de plateformes pour satisfaire à leurs obligations telles que de la modération des contenus haineux (**régulation de la transparence**).

2. Pourquoi l'Arcom entend jouer un rôle dans l'accès aux données des plateformes pour la recherche

2.1. Dans le respect du RGPD, le régulateur doit être un facilitateur dans l'accès aux données pour le monde de la recherche

Née de la fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi) le 1er janvier 2022, **l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a été créée afin d'accompagner les importantes transformations du paysage audiovisuel et numérique.** La régulation est une des réponses apportées à ces défis bien identifiés par la puissance publique. L'Arcom est notamment chargée de protéger la création et ses acteurs, veiller aux équilibres économiques du secteur audiovisuel, superviser les moyens mis en œuvre par les plateformes en ligne pour protéger les publics tout en garantissant la liberté d'expression, et assurer le pluralisme politique sur les antennes. Son action vise plus largement à protéger tous les publics dans l'audiovisuel et en ligne.

De plus, les pouvoirs de régulation systémique des opérateurs de plateformes en ligne (comme définis par l'article L. 111-7 du Code de la consommation) **confiés à l'Arcom par le législateur se sont renforcés de manière continue depuis fin 2018**. Ils s'appliquent principalement aux réseaux sociaux (Facebook, Snapchat, etc.), aux moteurs de recherche (Google, Bing, etc.) et aux plateformes de partage de vidéos (Dailymotion, YouTube, etc.). C'est dans une acception large des « plateformes » que l'Arcom entend ici mener cette consultation, afin d'ouvrir le débat à l'ensemble des acteurs de l'écosystème informationnel numérique, pour englober de nouvelles catégories d'acteurs qui pourraient émerger dans le court ou le moyen terme et rentrer dans la catégorie des « plateformes ».

Ce nouveau paradigme, qui vient compléter son modèle de régulation, donne à l'Arcom une nouvelle place au sein d'un écosystème étendu et polymorphe. L'Autorité supervise les moyens mis en œuvre par les opérateurs, lesquels ont un devoir de coopération et de transparence[2]. Le monde de la recherche conduit des travaux afin d'éclairer la compréhension de ces phénomènes. La société civile dans son ensemble participe à ces actions

[2] Dans les limites qui doivent être dûment justifiées par exemple au titre de la sécurité de leurs services.

par ses analyses, ses retours d'expériences et ses alertes. Ces différents champs d'action se complètent et forment une **boucle de rétroaction** où le régulateur est un acteur aux côtés d'autres pour identifier, analyser, évaluer, questionner puis au besoin, proposer des mécanismes de réponse aux risques identifiés. **Il est également important de souligner que cette démarche s'inscrit dans le cadre juridique européen du règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) des utilisateurs des services de plateformes en ligne.** Le RGPD a vocation à s'appliquer à une très grande majorité des traitements de données personnelles mis en place par chacun des acteurs. L'anonymisation des données issues des plateformes étant techniquement complexe à mettre en œuvre en pratique et pouvant avoir des effets sur la définition des questions de recherche, la bonne prise en compte de ce caractère personnel des données est d'importance. La CNIL a d'ailleurs conduit une consultation publique auprès des chercheurs quant à leurs modes d'accès aux données et au regard du RGPD. Cette initiative a débouché sur la **publication de ressources pour ces acteurs** : présentation des enjeux et règles à respecter, rappel des outils à disposition pour la mise en conformité, etc.[3]. **Les problématiques d'accès aux données sur les plateformes en ligne s'inscrivent donc dans ce cadre de protection des droits des utilisateurs, notamment du droit à la maîtrise** des données par les personnes concernées[4].

2.2. Les pratiques actuelles des opérateurs de plateformes en ligne en matière d'ouverture de leurs données sont très diverses

Pour que l'ensemble des acteurs puissent jouer leur rôle, il est nécessaire que l'identification des problématiques qui se posent sur les services de plateformes en ligne ne repose pas sur les seules initiatives des opérateurs. Au-delà de ce que ces acteurs rendent disponible, au demeurant de manière très hétérogène, le monde de la recherche doit pouvoir également accéder à des données de qualité selon des modalités qui ne soient pas définies par les plateformes seules. C'est ainsi **une régulation de la transparence qui doit être déployée**, dans laquelle l'Arcom doit pouvoir se nourrir des apports des différents acteurs tout en ayant un rôle de mise en capacité de ces parties prenantes à agir.

En effet, l'accès aux données des plateformes en ligne est aujourd'hui complexe, notamment du fait de l'absence de cadre unifié ou de politique de mise à disposition commune entre les plateformes, au niveau national ou supranational. Cet état de fait est notamment souligné par des initiatives telles que l'*European Digital Media Observatory* (EDMO)[5]. Créé en 2020 et mené principalement sous l'égide de *l'Institut Universitaire Européen* de Florence (EUI), ce groupe d'experts venus du milieu universitaire, du secteur des médias ou d'instances gouvernementales vise à apporter de nouveaux éclairages sur les questions de désinformation en ligne. Dans cette perspective, l'EDMO a au titre de ses objectifs

[3] https://www.cnil.fr/fr/recherche-scientifique-hors-sante
[4] L'identification des rôles et des responsabilités de chaque acteur au regard du RGPD, notamment au regard de la transparence due aux personnes concernées doit permettre aux personnes d'exercer leurs droits. Cf. « air2021 : entre partage et protection, quelle éthique pour l'ouverture des données ? », CNIL
[5] https://edmo.eu/

de contribuer à la réflexion sur l'utilisation des données des plateformes en ligne **notamment en soutenant les autorités compétentes dans leurs démarches de régulation**[6].

Les accès sont aujourd'hui majoritairement permis par les plateformes de manière volontaire, concentrant les recherches sur les services les plus allants en la matière. S'il faut saluer ces initiatives, force est de constater que les recherches se concentrent surtout sur Twitter, qui offre différentes API dont une dédiée à la recherche[7]. Cette ouverture a permis à de nombreux projets de voir le jour, notamment via la collecte automatisée de contenus. À titre d'illustration, l'on peut citer l'initiative de *l'Institut des Systèmes Complexes de Paris Ile-de-France* (ISC-PIF, laboratoire CNRS) qui réunit depuis 2016 une équipe de chercheurs et d'ingénieurs pour exploiter les données de ce réseau social. Le travail scientifique de traitement et d'analyse des données a par exemple permis la mise en œuvre du *Politoscope*[8] : cet outil de visualisation à destination du grand public a pour but d'éclairer les thèmes qui font l'actualité politique et leurs évolutions[9]. **D'autres réseaux sociaux ou moteurs de recherche font le choix d'une politique d'accès à leurs données plus restrictive, y compris pour les chercheurs.**

2.3. L'Arcom se positionne au cœur des réflexions ouvertes par le *Digital Services Act* (DSA), qui traite des enjeux les plus actuels tout en soulevant des questions opérationnelles

Pour répondre aux enjeux portés par les plateformes en ligne, la nécessité d'une action au niveau européen s'est progressivement imposée. Celle-ci s'exprime notamment par la prise en considération des problématiques relatives à l'émergence et à la consolidation de nouveaux marchés numériques, avec le *Digital Markets Act* (DMA), et de celles autour de la circulation des données entre entreprises, avec le *Data Governance Act*.

À ces initiatives s'ajoute le *Digital Services Act* (DSA) ; cette proposition de législation européenne vise à garantir la sécurité des utilisateurs et la protection des droits fondamentaux en ligne. L'Arcom, à travers notamment plusieurs prises de position de l'ERGA, accueille très favorablement cette évolution de la régulation. Le DSA propose notamment un modèle de **régulation systémique** des plateformes en ligne de nature à répondre à certains des désordres informationnels les plus importants de notre époque tout en préservant l'une des caractéristiques intrinsèques d'internet, offrir un espace d'exposition et d'expression. Pour les très grandes plateformes en ligne[10], des obligations supplémentaires sont prévues afin d'augmenter encore le niveau de transparence de leur action, notamment

[6] Le deuxième objectif qui apparaît dans le rapport d'activité de l'EDMO de 2021 est le suivant : « Creating a governance body which ensures public trust regarding the work of the platform and establishing a framework to provide secure access to data of online platforms for research purposes ». (Source : https://edmo.eu/wp-content/uploads/2021/09/EDMO-Public-Report-June-2020-%E2%80%93-March-2021-2021.pdf)

[7] Il faut cependant noter que plus généralement en termes de recherche, les plateformes peuvent conduire en interne des travaux ou mandater directement des chercheurs externes. Ces initiatives restent à la discrétion des acteurs et ne supposent pas la création de dispositifs pérennes d'accès à des données.

[8] *Projet Politoscope, CNRS Institut des Systèmes Complexes Paris Ile-de-France* (ISC-PIF), http://politoscope.org

[9] L'exemple du *Politoscope* n'a aucunement vocation ici à servir de modèle de dispositif de recherche qui aurait la préférence de l'Arcom : il est ici utilisé afin d'illustrer comment la collecte automatisée de données d'un réseau social a donné lieu à une exploitation scientifique qui a généré une contribution au débat public sous la forme d'un outil mis à disposition du public.

[10] La catégorie des « très grandes plateformes en ligne » (*very large online platforms* ou *VLOP*) englobe les services qui touchent au moins 45 millions d'utilisateurs dans l'Union européenne par mois. Voir notamment : « Digital Services Act Briefing », *European Parliament*, 2021. URL : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/689357/EPRS_BRI(2021)689357_EN.pdf#:~:text=The%20DSA%20proposal%20is%20a%20horizontal%20instrument%20putting,and%20Digital%20services%20act%20%28DSA%29%20draft%20asymmetric%20obligations

en matière de fonctionnement de leur modération, de leurs services publicitaires et des algorithmes qu'elles utilisent sur leurs services.

Plus spécifiquement, **l'article 31 du DSA** vise à encadrer l'accès des chercheurs aux données de ces très grandes plateformes afin de contribuer à l'évaluation des risques systémiques que leurs services peuvent présenter. Le DSA se place dans une perspective de renouvellement de la relation entre les plateformes, les autorités et les usagers et pourrait aboutir à l'émergence d'un **nouveau modèle de régulation**[11]. Ainsi, le monde de la recherche serait étroitement associé à la meilleure compréhension des **dynamiques socio-économiques, politiques et culturelles** qui émergent dans ce nouvel écosystème informationnel. L'Arcom espère contribuer à son échelle à la réflexion sur ces questions d'accès et de construction d'un modèle innovant au niveau européen.

L'article 31 du DSA soulève toutefois la question de sa pleine opérationnalité au vu des objectifs poursuivis :

- La place de l'intermédiaire entre chercheurs et plateformes : le *« coordinateur de l'État membre d'établissement »* (*Digital Services Coordinator*) est l'un des deux intermédiaires, avec la Commission, entre les parties prenantes. La définition de son rôle sera donc particulièrement structurante.
- Les données concernées par cet accès : le champ des données visé est celui de *« l'identification et [de] la compréhension des risques systémiques »* au sens du DSA. Ces risques devraient, dans l'état actuel des textes, recouvrir trois catégories en particulier : les potentielles manipulations des services de plateformes notamment pour diffuser des contenus illégaux ou pour des finalités économiques ; l'impact de ces services sur les droits fondamentaux comme la liberté d'expression eu égard notamment aux systèmes algorithmiques utilisés ; et les manipulations intentionnelles afin de diffuser massivement des informations pouvant avoir un impact délétère sur la santé publique, les processus électoraux ou la sécurité. Il faut se féliciter que ces champs couvrent les problématiques les plus urgentes parmi les désordres informationnels déjà identifiés par la recherche. Néanmoins, peut se poser la question de la pertinence d'une approche plus englobante, en particulier dans une perspective de recherche interdisciplinaire. De plus, il reste capital d'être en mesure d'identifier de nouveaux risques dans le futur et qui ne seraient pas encore observés à l'heure actuelle mais que la recherche pourrait identifier.

- Le statut des chercheurs autorisés à accéder à ces données : l'article 31 conditionne cet accès à certains critères. Cette disposition donnerait ainsi un cadre clair aux chercheurs qui souhaiteraient étudier les phénomènes couverts par le DSA, sans préjudice du RGPD. Les futurs actes délégués pourront préciser les conditions dans lesquelles de tels accès seraient fournis aux chercheurs qui en feraient la demande. Il semble utile ici de s'interroger quant au risque que des critères trop stricts (capacités administratives ou financières de la structure demandeuse, travaux relatifs précédemment menés par un ou des membres de l'équipe de recherche, possibilités effectives d'interdisciplinarité, etc.) dans les conditions d'éligibilité à des accès des données ou dans les projets retenus pourraient avoir des effets de bord limitants. Par

[11] Sur les ambitions du DSA et ses possibles répercussions sur le débat international autour de la régulation des plateformes et de l'organisation de la transparence, voir par exemple Schiffrin (2021), qui souligne les résonnances que pourrait avoir le DSA aux États-Unis : https://www.cjr.org/business_of_news/europe-regulates-big-tech.php

exemple, la valorisation de l'expertise technique pourrait favoriser largement les chercheurs universitaires ayant déjà produit de nombreux articles sur les sujets visés par le DSA. C'est donc tout un continuum de recherche qui pourrait être mis à l'écart des dispositifs d'accès : jeunes chercheurs, journalistes, ONG, etc. Cette question soulève également celle de l'éventuel arbitrage entre ouverture à un large nombre d'acteurs et les risques en termes d'utilisation de données personnelles pour les personnes concernées. La qualification de la recherche scientifique au sens du RGPD peut en effet s'avérer plus restrictive qu'une évaluation strictement scientifique des projets.

2.4. L'Arcom entend se placer dans un cadre ouvert et contributif pour établir le modèle d'accès aux données des plateformes en ligne.

C'est dans ce cadre que l'Arcom lance la présente consultation publique sur l'accès aux données des plateformes en ligne pour la recherche et en lien avec les problématiques sur lesquelles l'Autorité a compétence : lutte contre la manipulation de l'information et haine en ligne.

A travers cinq thèmes – partage d'expériences d'utilisations de données de ces services (A), gouvernance (B), construction des projets scientifiques (C), protection des données et considérations techniques (D), et faisabilité des accès et incitations (E) – cette consultation publique vise à interroger l'ensemble des parties prenantes. Il s'agit de tirer de premiers enseignements quant à la mise en œuvre d'un cadre opérationnel d'accès aux données de plateformes en ligne et de contribuer ainsi à la réflexion générale des différentes parties prenantes sur ces problématiques, en particulier les chercheurs et la sphère publique. Monde académique, plateformes en ligne, pouvoirs publics et associations sont ainsi invités à partager leurs idées et contribuer à l'intérêt général au travers de la recherche.

Les éléments recueillis par l'Arcom feront ensuite l'objet d'une synthèse qui visera à nourrir les débats déjà existants en matière d'accès de la recherche aux données des plateformes en ligne ; ce travail pourra susciter le cas échéant de nouvelles réflexions aux niveaux français, européen et international. L'ensemble des réponses ainsi que la synthèse seront rendues publics[12].

Les contributions à la consultation doivent parvenir à l'Arcom avant le 22 juillet 2022 à l'adresse électronique suivante : consultation@arcom.fr

[12] La publication des réponses à des fins de transparence n'exclut toutefois pas la possibilité pour les répondants de demander à ce que certaines de leurs réponses soient traitées de manière confidentielle.

3. L'Arcom entend nourrir sa réflexion sur la base des réponses à cinq grandes thématiques de questions

A. Partage d'expériences d'utilisations de données des services en relation avec la thématique
¬ Questions à destination de tous les acteurs intéressés par l'étude et la recherche en lien avec les plateformes en ligne :
L'intérêt pour les questions relatives aux plateformes et l'étude des activités en ligne ont intégré l'agenda de recherche d'un nombre croissant de disciplines. Ces champs d'études sont variés, allant des sciences de la nature à l'informatique en passant par les sciences sociales. Ils impliquent de ce fait un traitement de la donnée s'appuyant sur des protocoles et méthodologies variés et nécessitent de prendre en compte les éventuelles spécificités disciplinaires qui rendraient certaines modalités d'accès et d'étude plus appropriées que d'autres selon les questions de recherche. De plus, certains services ont une politique d'ouverture de leurs données aux chercheurs, notamment via la mise à disposition d'API, tandis qu'à l'inverse l'accès peut être restreint voire soumis à un contrôle strict chez d'autres.
Les questions suivantes visent à mieux appréhender les expériences qu'ont pu avoir les répondants dans leurs projets de recherche avec les données des plateformes, les difficultés auxquelles ils ou elles ont pu faire face, et les éventuelles contraintes d'ordre technique ou légal qui auraient influencé la construction de leurs recherches.

A.1. Avez-vous déjà mené des recherches utilisant des données issues d'une ou plusieurs plateformes en ligne ? Si oui, comment les avez-vous collectées (par exemple à l'aide d'API, de crowdsourcing, etc.) ?

Oui, sur Facebook, Twitter et Youtube. On a utilisé 3 méthodes : le scrapping, les APIs et on a développé un outil de monitoring que les utilisateurs peuvent installer sur leur browsers et qui est capable d'observer le contenu de ce que les utilisateurs voient dans leur fils Facebook.

A.2. Avez-vous rencontré des difficultés dans la collecte de ces données ? Si oui, de quel ordre ? Donnez des exemples.
Pour le développement d'un outil de monitoring que les utilisateurs peuvent installer sur leurs browsers pour partager leur données avec les chercheurs, il y a risque de poursuite en justice par les plateformes, parce qu' on ne respecte pas les "terms of services" (ToS) . Les terms of services interdisent la collecte de données de façon automatique. Des collègues des Etats Unis à New York University qui ont utilisé la même technique se sont fait poursuivre en justice par Facebook (un litige qui est toujours en cours). Pour info, l'outil de monitoring est conforme au RGPD (GDPR-compliant), et on a le consentement explicite des utilisateurs pour collecter ces données. On a besoin d'un cadre légal qui permet ce type de collectes de données, qui est le seul à pouvoir donner accès aux chercheurs exterieurs à des données permettant d'auditer les plateformes. Meme si dans le cadre de DSA les chercheurs vont pouvoir avoir access a plus de donnes que maintenant, il est vital de pouvoir continuer de collecte des donnes en utilisant des methodes alternative pour pouvoir auditer les algorithmes et designs implemente par les platformes.

Deuxièmement, pour auditer les algorithmes de ciblage, on a créé des campagnes publicitaires sur Facebook. Facebook nous a bloqué tous nos comptes avec une explication très vague et ne nous permettant pas d'obtenir un quelconque recours pour obtenir un déblocage des comptes. Nos campagnes publicitaires étaient tout à fait légitimes et on n'a aucune idée de la raison pour

laquelle nos comptes on été bloquées. Il est important que les plateformes donnent des explications CLAIRES aux utilisateurs lorsqu'elles bloquent leur compte, et il faut qu'un recours valide auprès d'un humain soit possible.

Plus généralement, les plateformes changent de façon régulière leur site web pour empêcher la collecte de données avec des outils de scraping ou outils de monitoring installés par les utilisateurs. L'un des répondants s'interroge sur la possibilité d'agir au plan légal contre de telles pratiques.

A.3. Si oui, avez-vous déjà abandonné tout ou partie d'un projet de recherche du fait de l'impossibilité d'accéder à des données de plateformes en ligne ? Si oui, était-ce la conséquence d'un refus d'accès ? Donnez des exemples.

L'un des répondants précise : Pas dans mon cas, mais on est parmi les rares groupes d'informaticiens au monde avoir les capacités techniques de collecter des données, même si les plateformes essaient de nous empêcher.

Facebook paratage les donnéés avec des chercheurs en sciences sociales au travers du projet Social Sciences One en partenariat avec Harvard University. Il y a deux raisons pour lesquelles beaucoup des chercheurs n'ont pas demandé d'accès: 1. L'accès à Social Sciences One passe par un projet transmis auprès d'un comité d'evaluation (et avec une forte préférence pour les chercheurs en sciences sociales et pas en informatique). 2. Les chercheurs s'engagent par contrat à ne plus collecter des données sur facebook par le biais de scrapping et grace à des outils de monitoring que les utilisateurs peuvent installer afin de donner accès à leurs données. La recherche en audit des plateformes a besoin de pouvoir tester les algorithmes et les plateformes de façon indépendante. En d'autres termes, social sciences one était une façon pour les plateformes d'empêcher les chercheurs de faire des audits externes. Dans le cadre du DSA, il ne semble pas que les chercheurs aient à signer des contrats avec les plateformes, ni que les plateformes aient la possibilité de superviser les résultats obtenus.

A.4. Si non, quels ont été selon vous les facteurs qui vous ont permis de collecter ces données de manière fructueuse ? Avez-vous pu bénéficier de la collaboration de la plateforme étudiée pour accéder à ces données ? Si oui, comment s'est-elle matérialisée ? Donnez des exemples.

L'un des répondants précise : une bone expertise technique et innovante pour proposer des methodologies de mesure capables de fournir de données indépendantes des plateformes.

~~**Questions spécifiques à destination des plateformes en ligne :**~~

~~Les politiques de mise à disposition des données à destination de la recherche diffèrent sensiblement d'une plateforme à l'autre. Les questions suivantes visent à mieux appréhender leurs politiques respectives et à en comprendre les déterminants : nature du service, spécificités techniques ou juridiques, ou encore évaluation de risques spécifiques que le partage de données pourrait poser.~~

~~A.5. Avez-vous établi une politique de partage de vos données avec des tiers à des fins de recherche ?~~

~~i) Si oui :~~

- ~~depuis quand existe-t-elle ?~~
- ~~concerne-t-elle une ou plusieurs catégories de bénéficiaires particuliers (chercheurs, ONGs, entreprises, etc.) ?~~
- ~~existe-il des critères de sélection de ces bénéficiaires ? Si oui, lesquels ?~~
- ~~quel(s) type(s) de données cette politique concerne-t-elle ?~~
- ~~intègre-t-elle un volet de contrôle ou de suivi de l'utilisation qui est faite des données délivrées ?~~

ii) ~~Si non, quelles sont les raisons pour lesquelles vous n'avez pas initié une telle politique ? Il peut notamment s'agir de risques d'ordre juridique, réglementaire, technique, financier, etc. Précisez quelle a été votre évaluation de ces risques menant à la décision de ne pas ouvrir vos données.~~

B. Gouvernance

¬ Définition des acteurs :

L'accès à des données utiles à la société pose la question de leur ouverture à tous les acteurs de la recherche. Si le monde académique semble être le principal bénéficiaire d'un accès plus ouvert, la contribution des think tanks, des journalistes et de la société civile à la connaissance des problématiques liées aux plateformes en ligne mérite réflexion . La question de la neutralité des acteurs, au vu des financements qu'ils peuvent notamment recevoir de certaines plateformes, se pose également.

Il est fondamental que l'accès aux données soit simplifié et soit délivré à des personnes ou à des Instituts, pendant une durée donnée (1 an, 2ans...), et ne soit pas conditionné par la description détaillée du projet sur la base duquel les données sont sollicitées par ces personnes ou ces Instituts. Un accès aux données sur la base de la description d'un projet de recherche va induire des délais et un gros overhead (surcoût ?) qui va dissuader les chercheurs de demander l'accès aux données.
De manière unanime, les répondants considèrent que si l'accès aux données est trop couteux, les chercheurs ne vont même pas essayer.

B.1. Doit-on définir et éventuellement limiter en amont les types d'acteurs pouvant bénéficier d'un accès à des données : chercheurs, journalistes, ONGs, think tanks, société civile, etc. ?

i) Si oui, selon quels critères (éventuellement combinés à la nature même de la recherche ou des objectifs poursuivis) ?

Selon les répondants, le type de données auquel il est possible d'accéder devrait différer selon la nature du demandeurs:
3 niveaux de données:
1 Un accès aux données le plus large possible au profit des autorités de régulation
2 Un accès aux données large au profit des chercheurs/journalistes;
3 Un accès aux données plus restreint à un public large
Le critère devrait découler de la nature de l'institution demanderesse et non de la nature du projet porté par cette Institution.

ii) Doivent-ils avoir les mêmes possibilités d'accès ou bien celles-ci doivent-elles différer selon le type d'acteur ?

Cf infra

B.2. Doit-on également définir un niveau minimal d'accès à destination du grand public (ou d'une catégorie de bénéficiaires plus large que le champ strict des chercheurs académiques) telle que la mise à disposition obligatoire d'un certain nombre de données anonymisées en open data ?
Oui, il faut donner accès au grand public à ce type de données.

¬ Modalités d'attribution d'accès aux données :
Les modalités d'attribution des accès et les éventuels critères sur lesquels les projets de recherche seraient sélectionnés sont également à prendre en compte. En effet, si la légitimité de l'utilisation de données à des fins de recherche n'est pas en débat ici, la mise en application de ce principe soulève de nombreux enjeux. Les rôles respectifs des institutions européennes ou nationales qui pourraient être impliquées dans la sélection de projets de recherche est par exemple à considérer.

Il serait souhaitable de ne pas compliquer l'accès aux données. Les chercheurs passent d'ores et déjà par des comités d'évaluation de leur projet pour avoir des financements pour leur projet. Il n'est pas souhaitable d'ajouter un niveau de complexité.

B.3. Selon vous, un modèle d'accès à des données via la formulation des demandes d'accès à un tiers de confiance est-il pertinent ?
i) Si oui :
- ce tiers de confiance devrait-il être un acteur public européen ou national ? Dans ce cas, quelles seraient ses interactions avec les autres autorités, par exemple celle(s) en charge de la protection des données personnelles ?
• Les chercheurs ont le devoir de déclarer au DPO de leurs Universités chaque traitement de données. Donc, l'interaction avec les organismes en charge de la protection des données est d'ores et déjà opéré. Ce pourrait d'avantage être le DPO que les chercheurs eux-mêmes qui auraient vocation à être en relation avec de nouveaux acteurs publics.
- quelles pourraient être les modalités d'organisation d'un protocole fléché et encadré d'accès aux données ?
Il convient de noter qu'un protocole fléché et encadré d'accès aux données existe déjà au niveau des Universités.

- Les modalités d'implication du tiers de confiance seraient-elles à définir selon le niveau de risque associé aux données ?

ii) Si non :
- pour quelles raisons ? Celles-ci peuvent être diverses : juridique, académique, logistique, etc.
- un modèle d'interaction direct entre la plateforme et les chercheurs vous apparaît-il préférable ? Si oui, pourquoi ?
Selon l'un des répondants, un modèle d'interaction direct entre la plateforme et les chercheurs semble difficile à mettre en oeuvre car l'intérêt des plateformes à faciliter l'accès aux données n'est pas démontré.

B.4. Dans l'hypothèse d'un mode de régulation qui impliquerait l'intervention d'un tiers de confiance dans l'ouverture des données pour des projets de recherche :
i) qui aurait la charge de contrôler la mise en œuvre du protocole de demande ?

ii) quels garde-fous pourraient être mis en place pour assurer un accès à des données permettant de répondre au besoin exprimé de manière satisfaisante ?

iii) comment la transparence des décisions des organisateurs du protocole d'accès devrait-elle être garantie ?

iv) quelle place et quels rôles devraient avoir chacune des parties prenantes et notamment les plateformes ?

v) identifiez-vous des risques inhérents à ce modèle ? Lesquels ?

Il faudrait prévoir les données de base qui peuvent être demandées aux plateformes et faisant l'objet d'un accès facile (par chercheur, par institut). Cela couvrirait les besoins de la majorité des chercheurs, cela faciliterait l'accès et la transparence. Pour le peu de projets qui ont besoin de davantage de données que les données de base, un comité pourrait être envisagé.

C. Construction des projets scientifiques

Les transformations récentes et à venir des plateformes en ligne soulèvent la question de la capacité des chercheurs à identifier leurs besoins en termes de données pour éclairer un phénomène social, économique, politique ou culturel. **Le risque d'asymétries d'information entre chercheurs et plateformes est élevé et un accompagnement du projet scientifique par un comité extérieur ou un régulateur pourrait être un moyen de faciliter l'élaboration des protocoles de recherche.**

C.1. Lors de l'élaboration de leur(s) demande(s) d'accès, comment favoriser la connaissance des chercheurs des données des plateformes qu'ils pourraient solliciter pour leurs études ?

Les plateformes pourrait simplement créer une API qui possède une documentation précise. Il n'y a pas besoin d'aller plus loin.

C.2. Qui définirait le contour des projets de recherche et leur rattachement à une ou plusieurs missions d'intérêt général et présidant à l'identification des données auquel l'accès serait nécessaire ? Les données concernées doivent-elles être restreintes à des champs de recherche particuliers ? Si oui, lesquels ? Par exemple, lutte contre la manipulation de l'information, la haine et le piratage en ligne.

Trop complique l'access par projet. Il faut donner access par chercheeur pour une duree de quelque ans aux donnes de base. Les projets devront etre evalue par l'interet publique que ils porte et pas par la discipline ou le sujet precise. Si on restraint le champ on pourrait pas detecter de riskque comme cel porte par Cambrige Analytica (ciblage de message politique en fonction de la personalite des utilisateurs).

C.3. Comment seraient formulées les demandes d'accès par les chercheurs intéressés ? Par exemple via des appels à projets sur des thématiques prédéfinies et/ou ad hoc, après identification de sujets d'étude pertinents ?

L'access au donnees de base doit etre le plus simle possible. Un formulaire qui decrive brievement les objectifs du projet et un document avec l'attestation de la declaration de traitement fait au DPO.
L'access a des donnes plus extensive qui demande l'accord des platformes pourait etre fait par depo au fil de l'eau. Finalement, ARCOM pourrait organizer de brainstoring session avec des chercheurs sur des thematique precises, en leur demandant quels sont leur besoin precise en terms de donnes, et faire une requete conjointe.
Il est aussi important que d'autre chercheurs peut avoir access (apres une evaluation potentielle) a des donnes demande par d'autre chercheurs dans le passe. Qui veut dire que ARCOM garde la trace de toutes les donnes demandes et il peut re-donner access a d'autre chercherus (pas ceux qui ont demande initialement l'access aux donees).

¬ Evaluation des demandes d'accès et critères d'attribution :
Les questions de cette section partent du postulat que les projets de recherche nécessitant un accès à des données de plateformes en ligne ont été définis dans le cadre de demandes formalisées (auprès d'un tiers de confiance par exemple). La question de l'évaluation de leur qualité scientifique se pose. Le caractère plus ou moins innovant des projets et leur niveau de contribution à la littérature scientifique sont des dimensions qui pourraient influencer les modalités d'ouverture des données. L'examen des demandes à l'aune de ces enjeux impliquerait l'intermédiation de comités d'experts indépendants pour évaluer les requêtes, selon un protocole clair et des critères transparents. Ces derniers pourraient prendre des formes différentes selon les disciplines, tout en restant dans un cadre théorique d'habilitation préalablement défini.

Il est souhaitable que l'ARCOM prévoit un accès aux données qui limitent les nombre de projets qui doivent être evalués. Cf notre proposition en données de base facilement accessibles et en données complémentaires sur la base d'un projet.
Il n'est pas souhaitable que l'ARCOM valide la qualité scientifique d'un projet. L'analyse de données peut être utile même si c'est juste une re-evaluation de travaux déjà publiés. Il est aussi souhaitable que les étudiants puissent faire des petits projets sur la base de ces donnes. Ca va aider les étudiants à prendre conscience de la problematique. Cela serait dommage que seuls les chercheurs très reputés aient accès aux données.
Encore une fois, il faut rendre le processus le plus simple possible si non il y a une grosse probabilité de dissuader les chercheurs.

C.4. Jugez-vous pertinent l'intervention d'un comité d'évaluation et de suivi des demandes d'accès ?
i) Si oui, comment devrait être composé ce comité d'évaluation (par exemple un comité scientifique international) ? Un ou plusieurs régulateurs devraient-il y avoir une place et un rôle et, si oui, lequel ?

ii) Si non, pourquoi ? Quels dispositifs vous sembleraient plus à même de répondre aux demandes d'accès des chercheurs ?

Encore une fois, la majorite des demande d'accès ne doit pas passer par un comité d'évaluation. Les API fournis par Twitter sont largement utilisés par les chercheurs et journalistes et cela a été vital pour comprendre la propagation le phénomène de la désinformation. Encore une fois, l'idee d'avoir les données de base facilement accessibles, et une demande par projets pour

des demandes de donnees complémentaires doit etre envisagées pour réduire la perte de temps de toutes les parties.

C.5. Dans quelle mesure le caractère plus ou moins contraignant des obligations d'ouverture de leurs données pour les plateformes impliquerait-il leur présence dans les comités d'évaluation ? Faut-il également que les plateformes bénéficient d'un droit de retour par rapport aux demandes des chercheurs voire d'un droit de refus ?

Le platformes peut voir des risques avec pour partager les donnes que les chercheurs ne voit pas. Biensur, un dialogue est necessaire surtout pour des donnes pseudonimize.

C.6. Quels seraient les critères d'attribution des accès ? Par exemple, obligation pour être sélectionné d'avoir un projet de recherche mobilisant des équipes interdisciplinaires, éventuellement issues de structures implantées dans au moins deux pays de l'Union européenne ?

Le moins de contraintes possibles serait souhaitable.

C.7. Faut-il inclure une dimension temporelle dans l'évaluation des appels à projets pour ne retenir que ceux au temps court ou long ?
2 types d'accès possible:
par personne, donné sur quelques années
par projet, donne sur la durée du projet (typiquement 3-5 ans)

¬ Production et valorisation scientifique :
Afin d'éclairer le débat public, les projets de recherche qui auront recours à l'exploitation de données de plateformes pour répondre à des questions scientifiques ont pour visée d'être publiés dans des revues scientifiques. Si les comités d'attribution et les plateformes ne doivent pas interférer dans les résultats et conclusions tirés par les chercheurs afin de garantir leur indépendance, la valorisation des travaux pourrait être reconnue, via par exemple des protocoles de certification. Ces derniers visent à confirmer que l'utilisation des données a été conforme au cadre réglementaire en vigueur, par exemple sur le modèle de la certification cascad du Centre d'Accès Sécurisé aux Données (CASD) .
De plus, les critères de publication en sciences sociales évoluent notamment en ce qui concerne les études quantitatives et intègrent davantage aujourd'hui le principe dit de réplicabilité des résultats par d'autres chercheurs. Dans ce cadre, les protocoles d'analyse ayant mené à des résultats particuliers doivent pouvoir être étudiés, critiqués, ou servir de base à d'autres travaux. Ce principe suppose la mise à disposition des données et des ressources (codes, scripts, etc.) et peut soulever des difficultés particulières dans le cas des données sensibles collectées sur les plateformes en ligne.

Si d'autre chercheurs veulent repliquer l'etude ils peuvent demander eux meme un accès aux donnees auprès de l'arcom.

C.8. Les travaux issus de l'analyse de ces données doivent-ils bénéficier d'une certification externe ? Si oui, quelle forme pourrait-elle prendre ?

C.9. Quelles doivent être les précautions à prendre en ce qui concerne la publication des études menées, par exemple eu égard à la sensibilité des données qui auraient été exploitées ? Comment conjuguer la mise en œuvre de ces mesures de précaution et le principe fondamental d'indépendance des chercheurs ?

D. Protection des données et considérations techniques

¬ Identification des données pertinentes et construction des matériaux :

Le terme de « données » peut recouvrir un champ très vaste (contenus, utilisateurs, archives, etc.). Délimiter son cadre d'application est donc un réel enjeu pour assurer une cohérence entre sujets d'étude et caractéristiques évolutives des plateformes. De plus, chaque question de recherche originale peut requérir une mise en forme particulière des bases de données d'études afin de correspondre à une méthodologie d'analyse. Par exemple, le degré de granularité des variables, la composition de certains agrégats, la possibilité d'appareiller les données avec des bases complémentaires issues d'autres sources sont à prendre en considération pour éviter les écueils d'un modèle « one-size-fits-all » qui ne permettrait pas de traiter certaines questions sous certains prismes.

D.1. Compte tenu du fait que les projets de recherche s'appuyant sur des données de plateformes peuvent privilégier un angle d'analyse qui rendrait nécessaire un format spécifique des bases des données (variables, granularité, etc.) :

i) comment permettre la création de bases de données spécifiques ou uniques qui seraient construites pour répondre à des besoins précis ?

il faut juste des APIs. Les chercheurs vont pouvoir ensuite les transformer comme ils le souhaitent les données.

ii) dans quelle mesure certains projets de recherche permettraient-ils de construire des indicateurs ou mesures innovants qui pourraient participer à la connaissance collective des problématiques étudiées ?

D.2. Les accès aux données peuvent-ils et doivent-ils faire l'objet d'une co-construction à part égale entre acteurs de la gouvernance, chercheurs et plateformes sur le modèle du CASD de l'Insee ?

Cette solution semble plus compliquée que les APIS

D.3. Comment le cadre d'accès aux données – gouvernance, types de données identifiées en lien avec les missions, etc. – peut-il être rendu pérenne afin de rester adapté aux innovations et évolutions régulières des plateformes ?

¬ Modalités d'accès et stockage :

À la formulation de demandes d'accès à des données s'ajoutent des considérations techniques relatives aux modalités d'accès et à leur mise en œuvre. En effet, les dispositifs de mise à disposition et de partage de ces ressources doivent être sécurisés et fiables. Des modèles d'accès à des données via des boîtiers sécurisés ont déjà été expérimentés par des producteurs de données comme l'Insee. D'autres modes d'accès et de stockage de ces données pourraient s'envisager.

D.4. Quels modes d'accès devraient être privilégiés pour les données de plateformes en ligne ? Quels sont leurs différents avantages et inconvénients ? Ceux-ci doivent-ils différer selon les données collectées ? Si oui pourquoi ?
APIs avec des access tokens comme Facebook et Twitter font deja. L'access tokens sont donne que pour les utilisateurs valide par l'arcom.

D.5. Comment garantir un mode d'accès sécurisé, notamment lorsque les données ne sont pas anonymisées et/ou touchent à des problématiques de secret des affaires ?

L'un des répondants précise : avoir accés aux données anonymisées est d'une grande aide pour les chercheurs. Il ne faut pas se focaliser sur les quelques projets qui vont avoir besoin de plus de données. Je doute que les plateformes vont donner accès a des données non anonymisées.
Pour cela il faut le consentement des utilisateurs. Il est très difficile de sécuriser les données. Il faut surtout se focaliser sur des données qui ne contiennent pas de données personnelles de utilisateurs.

D.6. De quelle manière devraient être stockées ces données afin d'assurer la protection des données personnelles et, le cas échant, du secret des affaires ?

D.7. Quel serait le rôle et le champ d'intervention des autorités de protection des données (nationales et du Centre Européen de Protection des Données) dans l'évaluation des risques associés à l'accès à ces données ?

ils doit valider le traitement de donees

D.8. Les projets de recherche doivent-ils bénéficier d'un soutien de la part de la structure qui serait en charge de l'attribution des accès, par exemple de nature technique, financière ou autre ?

Il est souhaitable que les chercheurs trouvent les solutions techniquement et financièrement.

E. Faisabilité de l'accès et incitations
¬ Accompagnement des chercheurs :
La construction de projets de recherche basés sur l'utilisation de données des plateformes soulève un certain nombre de risques relatifs aux inégalités entre disciplines ou équipes de recherche. En effet, certaines peuvent ne pas être en mesure de proposer des protocoles d'analyse du fait de ressources limitées (capacités techniques, personnel, etc.). De plus, le manque de connaissance des protocoles d'accès pourrait avoir un effet dissuasif pour de plus petits acteurs, par exemple moins bien financés ou moins en capacité de répondre à des appels d'offre nationaux ou européens.
Une API semble suffisante.

E.1. Comment accompagner les chercheurs dans la construction de leurs projets de recherche et leur mise en conformité avec le RGPD et les normes établies par le dispositif ?
Ce point est déjà géré par les universités. Eventuellement, il serait souhaitable d'encourager l'embauche de davantage de DPOs et des ingénieurs système pour aider les chercheurs.

E.2. Quels dispositifs permettraient d'atténuer les écarts de financement et de capacité techniques entre institutions académiques pouvant déboucher sur une captation des projets par un nombre restreint d'équipes de recherche ?
Ce sont les institutions qui vont se saisir de la question et qui vont donner davantage d'aide.

¬ Incitations des plateformes :
L'accès des chercheurs aux données des plateformes en ligne vise à améliorer la compréhension des dynamiques socio-économiques, politiques, culturelles et de fait, pourrait justifier la participation des plateformes dans le cadre par exemple d'un dispositif de contribution à la connaissance scientifique. Elles pourraient également bénéficier des résultats des recherches menées, ce qui contribuerait à faciliter leur dialogue avec le monde de la recherche.

E.3. Comment mettre en place des incitations efficaces et équilibrées pour que les plateformes s'inscrivent dans des dynamiques d'ouverture des données ? Comment intégrer ces acteurs dans le dispositif de manière cohérente et favoriser les bonnes pratiques ?

E.4. L'intervention d'un comité d'audit externe serait-elle pertinente :
i) en amont, dans le cadre de l'évaluation des décisions d'agrément sur le modèle par exemple du CESP dans le champ des enquêtes statistiques en France ?

ii) en aval, dans l'examen des réponses apportées par les plateformes aux demandes d'accès ?

E.5. Quelles garanties procédurales pourraient être mises en place en lien avec les problématiques de secret des affaires ?"